



Nombre de conseillers ..... 43  
 En exercice ..... 43  
 à la séance ..... 35  
 Pouvoirs ..... 07  
 Absent ..... 01

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL  
 DU 12 DECEMBRE 2024**

**N°2024-12-27 : APPROBATION DE LA CONVENTION A CONCLURE AVEC LA METROPOLE DU GRAND PARIS POUR LA REALISATION D'AMENAGEMENTS CYCLABLES DES RUES SULLY ET GALILEE DANS LE CADRE DU « FONDS D'INVESTISSEMENT METROPOLITAIN »**

Le jeudi 12 décembre 2024 à 19h00, le Conseil municipal de la Commune de Livry-Gargan s'est réuni à l'Espace Jules Verne, sous la présidence de Monsieur Pierre-Yves MARTIN, Maire, suite à la convocation faite le vendredi 29 novembre 2024.

**Présents :**

|                          |                        |                           |
|--------------------------|------------------------|---------------------------|
| MARTIN Pierre-Yves       | CARCREFF Corinne       | BEREZIN Serge             |
| BOUDJEMAÏ Kaïssa         | ATTARD Gérard          | CRALIS Christophe         |
| MANTEL Serge             | MAKHLOUF Dounia        | AOUATI Kheireddine        |
| MAUROBET Catherine       | LAFARGUE Jean-Claude   | BITATSI-TRACHET Françoise |
| MILOTI Donni             | KOUCEM Yacine          | DJABALI Sara              |
| CARRATALA Henri          | LE ROUX Pierre-Olivier | ADLANI Myriam             |
| MICONNET Olivier         | MARKARIAN Olivier      | TRILLAUD Laurent          |
| HERRMANN Marie-Catherine | CHASSAIN Clément       | HODÉ Laurence             |
| DI IORIO Rina            | LE COZ Lucie           | RENAULT Bernadette        |
| MOULINAT-KERGOAT Hélène  | BARATTA Jean-Pierre    | ROSSINI Christel          |
| BORDES Roselyne          | BERTHE Éloïse          | BERNARD Anne              |
| AÏDOUDI Salem            | FOURNIER Marine        |                           |

**Pouvoirs :**

|                        |                             |
|------------------------|-----------------------------|
| MONIER Annick          | à LE COZ Lucie              |
| ARNAUD Philippe        | à MARKARIAN Olivier         |
| GUIMARAES Odette       | à BOUDJEMAÏ Kaïssa          |
| COLLET Marie-Madeleine | à BARATTA Jean-Pierre       |
| BONINI Bruno           | à BITATSI-TRACHET Françoise |
| JOLY Nathalie          | à TRILLAUD Laurent          |
| HAMZA Ali              | à HODÉ Laurence             |

**Absente :**

LE BLEGUET Marie-Thérèse

Il a été, conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, procédé immédiatement après l'ouverture de la séance à la nomination d'une Secrétaire de séance. Mme LE COZ a été désignée pour remplir ces fonctions.

Le Conseil municipal,

Sur proposition de Madame HERRMANN, rapporteur,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°2020-05-05 du 26 mai 2020 portant délégation du Conseil municipal au Maire en application de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°2021-04-27 portant adoption du plan vélo communal ;

Vu la réunion de la commission permanente administration générale en date du 3 décembre 2024 ;

Considérant la demande de subvention déposée par la Ville de Livry-Gargan à la Métropole du Grand Paris le 18 septembre 2023 ;

Considérant que le Bureau de la Métropole, réuni en date du 5 décembre 2023, accorde une aide financière de 64.131€ à la commune de Livry-Gargan, pour les travaux d'aménagements cyclables des rues Sully et Galilée ;

Considérant la notification administrative du 14 décembre 2023 d'attribution d'une subvention allouée à la Ville de Livry-Gargan au titre du « *Fonds d'Investissement Métropolitain* » ;

Considérant la nécessité de conventionnement pour percevoir la subvention allouée par la Métropole du Grand Paris ;

Après en avoir délibéré,  
**À l'unanimité,**

Article 1 : Autorise Monsieur le Maire à signer la convention présentée par la Métropole du Grand Paris relative à l'attribution d'une subvention au titre du « Fonds d'Investissement Métropolitain » pour les travaux d'aménagements cyclables des rues Sully et Galilée.

Article 2 : Confirme l'inscription des dépenses et des recettes au budget communal.

Annexe 1 : Convention à conclure avec la Métropole du Grand Paris relative à l'attribution d'une subvention au titre du « Fonds d'Investissement Métropolitain » pour les travaux d'aménagements cyclables des rues Sully et Galilée.

Annexe 2 : Courrier d'attribution du Bureau de la Métropole en date du 5 décembre 2023.

Ainsi fait et délibéré en séance le jeudi 12 décembre 2024.



**Date de publication : 30/12/2024**

Accusé de réception en préfecture  
093-219300464-20241212-2024-12-27-DE  
Date de télétransmission : 23/12/2024  
Date de réception préfecture : 23/12/2024

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.*

**CONVENTION DE VERSEMENT D'UNE SUBVENTION AU TITRE DU FONDS D'INVESTISSEMENT  
METROPOLITAIN (FIM)**

**Dossier FIM 2023 S2 n°1827**

**Entre**

Monsieur Patrick OLLIER, Président de la Métropole du Grand Paris, dûment habilité à la signature de la présente en vertu de la délibération n°BM2023/12/05/03 en date du 5 décembre 2023 et désigné sous le terme « la métropole du Grand Paris » (MGP), d'une part,

**Et**

Monsieur Pierre-Yves MARTIN, Maire de Livry-Gargan, dûment habilité(e) à la signature de la présente en vertu de la délibération n°2020-05-05 du Conseil municipal du 26 mai 2020 désigné(e) sous le terme « la collectivité », d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

**Etant exposé que :**

Le Fonds d'investissement métropolitain est instauré par la Métropole du Grand Paris afin de soutenir les projets des communes et des territoires dans les compétences et les priorités affichées de la Métropole. Le financement accordé par la Métropole du Grand Paris pourra représenter au maximum 50% du montant total du projet HT (sauf projets relatifs aux véhicules propres et à Héritage 2024). Il viendra minorer la participation du maître d'ouvrage dans le respect des limites légales (art. L 1111-10 du CGCT), déduction faite des autres cofinanceurs. Il sera plafonné à 1 000 000 euros par projet.

La mise en œuvre comptable et financière est organisée par convention conformément à l'instruction M57.

La présente convention a pour objet le versement d'une subvention d'investissement à la collectivité au titre de la réalisation des opérations locales désignées à l'article 1.

De ce fait, il a été convenu les points suivants :

Considérant le projet d'investissement mené par Livry-Gargan et déposé le 19 septembre 2023 ;  
Considérant la compétence « aménagement » de la métropole du Grand Paris ;  
Considérant que le projet ci-après présenté par la collectivité s'inscrit dans cette compétence.

**ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, la collectivité s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'aménagements cyclables des rues Sully et Galilée pour un montant prévisionnel déclaré de 137 261 € HT conformément au plan de financement présenté en annexe.  
La métropole du Grand Paris contribue financièrement à ce projet d'investissement.

## **ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION**

Le projet doit être débuté dans les 12 mois à compter de la décision d'attribution de la subvention soit avant le 5 décembre 2024.

La collectivité produit les pièces justificatives attestant de la réalisation de l'intégralité de l'opération dans un délai de 24 mois à compter de la date d'attribution de la subvention soit avant 5 décembre 2025.

A défaut de production des pièces dans ces délais, le versement de la subvention (premier paiement et/ou solde) est annulé et la collectivité doit procéder au remboursement du premier paiement le cas échéant, sauf accord contraire des parties pour conclure un avenant selon les modalités définies à l'article 9.

Conformément à la réglementation en vigueur, les subventions ne peuvent être attribuées pour des projets ayant déjà fait l'objet d'un commencement d'exécution à date d'attribution de la subvention. Ainsi, seules sont éligibles les dépenses engagées postérieurement à la date d'attribution de la subvention sur présentation de justificatifs. Par dérogation exceptionnelle à ce principe, sont éligibles au FIM indépendamment de la date d'attribution de la subvention les dépenses relatives aux projets démarrés entre le 24 mars 2020, et le 5 décembre 2023.

La présente convention entre en vigueur à sa date de dernière signature. Elle arrive à échéance le 1er jour du mois suivant le versement du solde de la subvention.

## **ARTICLE 3 - MONTANT DE LA SUBVENTION**

La métropole du Grand Paris contribue financièrement pour un montant de 64 131 EUR.

Le financement métropolitain n'excède pas les coûts liés à la mise en œuvre du projet. En cas de coût de réalisation inférieur au montant déclaré précisé à l'article 1, il sera opéré une diminution du montant de la subvention à due concurrence du moindre coût constaté, sur la base de pièces justificatives telles que le solde délivré par le comptable public.

## **ARTICLE 4 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La métropole du Grand Paris verse un premier paiement d'un montant de 25 652 EUR (soit 40% du montant de la subvention) à la fourniture d'un ordre de service de commencement d'exécution et/ou d'une attestation du Maire/Président, et/ou d'une attribution de marché signée, et/ou d'une convention de partenariat avec un tiers et/ou d'un devis signé par le Maire/Président et/ou d'une facture fourni(e) dans un délai de 12 mois maximum à compter de l'attribution de la subvention. Les documents transmis doivent faire figurer un montant en lien avec le plan de financement.

Le solde restant de la subvention d'un montant de 38 479 EUR (soit 60% de la subvention), est versé à la fourniture des justificatifs de réalisation de l'ensemble de l'opération :

- Le plan de financement définitif mentionnant les éventuels cofinanceurs,
- L'ensemble des factures liées à l'opération,
- L'attestation du comptable public,
- Le justificatif de réalisation de l'obligation de publicité (cf. article 7)

Le montant de la subvention est imputé sur le compte 204. La contribution financière est créditée au compte de la collectivité selon les procédures comptables en vigueur.

Accusé de réception en préfecture  
093-219300464-20241212-2024-12-27-DE  
Date de télétransmission : 23/12/2024  
Date de réception préfecture : 23/12/2024

## **ARTICLE 5 - JUSTIFICATIFS**

Sont considérées comme pièces justificatives :

- la décision d'octroi de subvention prise par le Président en date du 5 décembre 2023,
- la présente convention,
- le justificatif de démarrage des travaux visé à l'article 4 présentant un montant,
- L'attestation du comptable public visée à l'article 4,
- toute coupure de presse écrite ou digitale faisant figurer le nom, le logo de la Métropole du Grand Paris et le montant de subvention reçue.

## **ARTICLE 6 - AUTRES ENGAGEMENTS**

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, la collectivité en informe la métropole du Grand Paris sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

En outre, conformément à l'article 2 du règlement, la subvention octroyée par la métropole du Grand Paris ne saurait correspondre à plus de 50% du montant du projet financé HT. Aussi, dès lors que le coût définitif du projet subventionné est inférieur à celui déclaré à l'article 1, le bénéficiaire s'engage à en aviser sans délai la métropole du Grand Paris, et à procéder au remboursement de la part de la subvention indument perçue au-delà des limites énoncées par le règlement du FIM. Le remboursement est opéré sur la base des pièces mentionnées à l'article 4 de la présente convention.

La Métropole procède au contrôle de la réalisation des projets subventionnés dans le délai fixé à l'article 2 (ou de l'avenant le cas échéant). A ce titre, la collectivité fournit les justificatifs de paiement permettant de justifier de la totale réalisation du projet. A défaut, la Métropole est fondée à solliciter un remboursement du trop-perçu au prorata du montant réalisé.

## **ARTICLE 7 - PUBLICITE**

La collectivité s'engage à faire figurer de manière lisible la mention « métropole du Grand Paris financeur à hauteur de (montant) » dans toute publication ou communication relative à l'opération et à en informer le public.

Le logo de la Métropole du Grand Paris doit figurer sur les panneaux de chantier le cas échéant.

La Métropole du Grand Paris se réserve le droit de procéder à un contrôle du respect de cette obligation de publicité par sondage, visite sur place, demande de communication de pièces ou tout autre moyen qu'elle jugera opportun.

## **ARTICLE 8 - SANCTIONS**

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par la collectivité sans l'accord écrit de la métropole du Grand Paris, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article L 1611-4 du CGCT, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par la collectivité et avoir entendu ses représentants.

## ARTICLE 9 - MODIFICATION

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit.

Le Président est autorisé à signer tout avenant à la présente convention hors avenant emportant modification du montant de la subvention allouée ou modification substantielle du projet.

## ARTICLE 10 - RÉSILIATION

La collectivité bénéficiaire d'une subvention soumise à la présente convention doit en respecter intégralement les dispositions. Les modifications au projet, apportées unilatéralement par le porteur de projet et/ou le maître d'ouvrage, peuvent entraîner l'annulation ou la résiliation de la présente convention et le remboursement des subventions correspondantes.

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous les autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

## ARTICLE 11 – REGLEMENT DES LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable de leurs différends.  
Tout litige pouvant survenir à l'occasion de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Paris.

Fait en deux exemplaires à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Pour la métropole du Grand Paris  
Le Président  
Patrick OLLIER

Pour la commune de Livry-Gargan  
Le Maire  
Pierre-Yves MARTIN



## Annexe 1 : Plan de financement

Montant total de l'opération : 137 261 €  
Montant total éligible à une subvention : 137 261 €  
Part financée par le maître d'ouvrage : 27 551 €  
Subvention de la Métropole du Grand Paris : 64 131 €

Accusé de réception en préfecture  
093-219300464-20241212-2024-12-27-DE  
Date de télétransmission : 23/12/2024  
Date de réception préfecture : 23/12/2024



Paris, le 14 DEC. 2023

Le Président

Monsieur le Maire, *Cher Pierre-Yves*

Le Fonds d'Investissement Métropolitain (FIM) permet à la Métropole du Grand Paris d'accompagner l'investissement des communes et des territoires de son périmètre.

L'analyse des dossiers déposés au titre du FIM est confiée à un Comité d'examen des dossiers composé, outre le Président de la Métropole, du Vice-Président aux Finances et à l'information citoyenne M. Philippe LAURENT, du Président de la Commission des Finances M. Gilles CARREZ, du rapporteur FIM M. Laurent LAFON, des Présidents de groupes politiques et des Vice-Présidents ayant une délégation concernant les projets étudiés. Il propose l'attribution de subventions au Bureau de la Métropole qui en délibère par délégation du Conseil métropolitain.

Plusieurs dossiers déposés par la commune ont particulièrement retenu l'attention du Comité qui s'est réuni le 21 novembre dernier.

J'ai le plaisir de vous annoncer que le Bureau de la Métropole, réuni le 5 décembre 2023, a décidé à l'unanimité de l'octroi d'une subvention de :

- 1 739 € pour le projet d'acquisition de 3 vélos électriques pour la police municipale,
- 64 131 € pour le projet d'aménagements cyclables des rues Sully et Galilée.

Cela porte le montant total de subventions accordées au titre du FIM à votre commune à 946 838 €. Les conventions de financement vous sont adressées en parallèle, je vous remercie de nous retourner les deux exemplaires signés pour chaque projet.

Je serai attentif au lancement des projets et me réjouis de soutenir ainsi les investissements dans les communes de la Métropole.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

*Cher*

Monsieur le Maire, à l'assurance de mes

*à vous*

Patrick OLLIER  
Ancien Ministre

Maire de Rueil-Malmaison



**Monsieur Pierre-Yves MARTIN**  
**Maire**  
**conseiller métropolitain délégué**  
**Hôtel de Ville**  
**3, place François Mitterrand**  
**93190 Livry-Gargan**

Accusé de réception en préfecture  
093-219300464-20241212-2024-12-27-DE  
Date de télétransmission : 23/12/2024  
Date de réception préfecture : 23/12/2024